

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80040 Amiens Cedex1

Amiens, le 08/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCEA LE CHENE POUILLEUX

les rideaux vers Etrejust parcelle cadastrée ZE 39
80140 Étréjust

Références : 2026-E20002
Code AIOT : 0005104500

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2025 dans l'établissement SCEA LE CHENE POUILLEUX implanté les Rideaux vers Etrejust 80140 Épaumesnil. L'inspection a été annoncée le 26/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA LE CHENE POUILLEUX
- les Rideaux vers Etrejust 80140 Épaumesnil
- Code AIOT : 0005104500
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SCEA LE CHENE POUILLEUX est autorisée par arrêté préfectoral du 27 février 2003 à

exploiter une carrière de craie au lieu-dit « Les Rideaux vers Etrejust » (parcelle ZE n° 39) pour une superficie totale de 7ha 30a 30ca pour une durée de 30 ans à Epaumesnil. La production d'extraction annuelle maximale est de 30 000 tonnes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Garanties financières applicables aux installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 27/02/2003, article 36.5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Garanties financières applicables aux installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 27/02/2003, article 36.7	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/02/2003, article 31	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/02/2003, article 30	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/02/2003, article 29	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités ont été relevées pour les points de contrôle n° 1 et 2. Compte tenu des enjeux et impacts potentiels, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de la Somme de mettre en demeure l'exploitant de respecter ces points de contrôle. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est joint au présent rapport de visite d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières applicables aux installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2003, article 36.5
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : La durée de l'autorisation est divisée en six périodes de 5 ans. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période.

Les schémas d'exploitation et de remise en état, joints au dossier complété, présentent les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état au cours de chacune de ces périodes est de :

- 98 665 euros pour la première période quinquennale,
- 95 800 euros pour la deuxième période quinquennale,
- 47 930 euros pour la troisième période quinquennale,
- 47 230 euros pour la quatrième et cinquième période quinquennale,
- 44 650 euros pour la sixième période quinquennale.

Constats :

L'exploitant ne dispose pas de garanties financières. Les garanties financières sont prescrites en fonction du phasage d'exploitation. L'exploitant a commencé la phase 2 correspondant à la deuxième période quinquennale. Le phasage d'exploitation n'est pas en cohérence avec les garanties financières car l'exploitant devrait être à la cinquième période quinquennale de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter de 30 ans.

La constitution des garanties financières permette à l'autorité administrative en cas de défaillance de l'exploitant de se substituer à l'exploitant, de sécuriser le site et le remettre le site en état.

L'exploitant ne respecte pas la prescription.

L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Garanties financières applicables aux installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2003, article 36.7

Thème(s) : Situation administrative, Actualisation des garanties financières

Prescription contrôlée :

Trois mois avant l'expiration de la première période l'exploitant adresse au préfet le document attestant du renouvellement et de l'actualisation des garanties financières.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15% de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Toute modification des conditions d'exploitant conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

Constats :

<p>L'exploitant ne dispose pas de garanties financières, il n'a donc pas actualisé ses garanties financières.</p> <p>L'exploitant ne respecte pas la prescription.</p> <p>L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2003, article 31
Thème(s) : Situation administrative, Plan de situation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un plan à l'échelle 1/2 500ème. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m, • les bords de fouille, • les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs, • les zones remise en état,[...] <p>Ce plan sera mis à jour au moins une fois par an. Une copie en deux exemplaires sera adressée à l'inspecteur des installations classées à chaque mise à jour.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le jour de la visite un plan en date de 2020.</p> <p>Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 16 décembre 2025 un plan à jour du 10 décembre 2025. L'échelle est au 1/500ème or l'échelle doit être au 1/2 500ème. L'exploitant ne respecte pas l'échelle, mais les informations importantes figure sur ce plan.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra un plan conforme à l'échelle 1/ 2 500ème.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2003, article 30
Thème(s) : Risques accidentels, Accès à l'exploitation

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les accès à l'exploitation devront être limités en fonction des besoins normaux et garantis par une barrière mobile, de manière à interdire l'accès à la carrière à tout véhicule étranger à l'entreprise.</p> <p>L'accès de toute zone dangereuse et du carreau de la carrière devra être interdit par une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent, qui sera continue aux endroits où un accès est matériellement possible ; elle sera régulièrement surveillée et entretenue au frais de l'exploitant.</p> <p>Des pancartes placées d'une part sur le chemin d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité des zones clôturées signaleront le danger.</p> <p>En dehors des périodes ouvrées, l'établissement devra être fermé à clef. Des pancartes rappelleront l'interdiction de pénétrer.</p> <p>L'exploitant mettra en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux [...] peut être consulté.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose de clôtures et de merlons. Une barrière fermée à clé afin d'empêcher l'accès à l'exploitation a été constatée.</p> <p>Sur la barrière constituant le seul accès, un panneau mentionne : le nom de la carrière, de la société qui l'exploite, les coordonnées téléphoniques de l'exploitant et l'arrêté préfectoral d'autorisation. Cependant, il ne mentionne pas l'interdiction de pénétrer.</p> <p>Sur le chemin d'accès aux abords de la zone d'extraction, il a été constaté deux panneaux signalant l'interdiction au public et le danger.</p> <p>Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 16 décembre 2025 une photo permettant de constater qu'il a mis deux panneaux d'interdiction de pénétrer sur la barrière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2003, article 29</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan de bornage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bornes pour délimiter les périmètres de la carrière sont maintenues en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté la présence de deux bornes permettant de délimiter la carrière en phase d'exploitation. Sur le plan fourni en date de 2020, 6 bornes sont positionnées.</p> <p>Suite à la visite d'inspection, le plan en date du 10 décembre 2025, transmis le 16 décembre 2025 permet de voir le positionnement des 6 bornes.</p>

Type de suites proposées : Sans suite